

Préambule :

Ce compte rendu a été effectué par une entreprise de retranscription indépendante, à partir d'un enregistrement audio du débat qui s'est tenu le 8 février 2019 au Théâtre de la Cité.

Seules les prises de parole faites au micro ont pu être retranscrites par écrit, selon les contraintes des niveaux sonores et d'intelligibilités de ces prises de parole.

Le Théâtre de la Cité ne peut en aucun cas être tenu responsable du rendu fait, quantitativement et qualitativement, ainsi que des propos tenus. Les prises de paroles sont du seul ressort et de la seule responsabilité de chaque intervenant.

Les commentaires, apartés, réactions, applaudissements et autres manifestations ne sont pas retranscrits dans ce document.

En complément, une captation vidéo du débat dans sa totalité est disponible sur le compte Facebook du Théâtre de la Cité.

Débat citoyen : "La culture et la crise" Théâtre de la Cité – 8 février 2019

Introduction du débat par :

Nicolas DUBOURG – délégué SYNDEAC (Syndicat des Entreprises Artistiques et Culturelles) en région Occitanie - directeur du Théâtre de la Vignette à Montpellier
Martin PALISSE – membre du Conseil national du SYNDEAC - directeur du SIRQUE – Pôle Cirque de Nexon en Limousin

Galin STOEY – metteur en scène - directeur du Théâtre de la Cité – CDN Toulouse Occitanie

Valérie RAVINET - journaliste - animatrice des débats

Valérie RAVINET remercie les participants à ce débat qui a pour thème : la culture et la crise : quel rôle peut ou doit tenir la culture dans la crise actuelle. ? Ce débat est à l'initiative du Syndicat des directeurs d'entreprises artistiques et culturelles (SYNDEAC) – délégation régionale d'Occitanie et du Théâtre de la Cité. La définition d'un « débat » est : discussion souvent organisée autour d'un thème, discuté avec vivacité et chaleur en examinant les aspects contradictoires d'une question, d'une affaire, etc. Débattre avec une seule ou plusieurs personnes peut faire, aujourd'hui, un peu peur et le mot débat est parfois devenu synonyme d'affrontement alors qu'il s'agit de laisser s'exprimer des points de vue différents. Prendre part à un débat, c'est participer à une discussion où chacun(e) est prêt(e) à changer d'avis, car son point de vue peut évoluer. Tous les points de vue sont intéressants et Valérie RAVINET souligne que chacun pourra prendre la parole, dans le respect de tous les avis et dans

l'écoute les uns des autres. À cette fin, elle demande aux participants de s'exprimer un à un et dans la bienveillance et la bienséance vis-à-vis des autres. Elle propose aux participants d'être coresponsables du respect de ce cadre.

Valérie RAVINET rappelle le programme, à savoir une heure et demie d'échange et de discussion, puis trois quarts d'heure consacrés à formuler des recommandations et des propositions qui seront remises à Laurent ROTURIER, directeur régional des Affaires culturelles (DRAC).

Nicolas DUBOURG, délégué Occitanie du SYNDEAC et directeur du Théâtre de La Vignette à Montpellier et Martin PALISSE, directeur du Pôle Cirque de Nexon ouvrent le débat.

Nicolas DUBOURG présente le SYNDEAC, qui représente des institutions publiques pour la plupart issues de la décentralisation culturelle entreprise au début des années 1960 avec la création du ministère. Ce syndicat rassemble 38 centres dramatiques nationaux répartis partout en France ; 71 scènes nationales à l'échelle du territoire ; 117 scènes conventionnées ainsi que d'autres esthétiques comme le cirque, les centres chorégraphiques nationaux, les centres de développement chorégraphique et, encore plus important, les compagnies indépendantes qui sont de plus en plus nombreuses à travailler au sein du SYNDEAC sur une multitude de questions (la formation, les financements, les questions de droit, mais aussi des questions beaucoup plus transversales sur la présence des entreprises artistiques et culturelles sur le territoire). Ce réseau institutionnel français est récent et a connu une forte progression jusqu'au début des années 1990, puis une forme de stabilisation suivie d'une phase de lent recul, par comparaison à la croissance de l'économie dans son ensemble et au développement d'autres politiques publiques.

Le spectacle vivant, que représente le SYNDEAC, n'est qu'une petite partie de la culture. Il existe à ses côtés le théâtre privé et toutes les autres formes d'art (édition, cinéma...), sachant que la culture n'est pas seulement l'art, mais aussi tout le reste, c'est-à-dire toutes les questions qui traversent l'individu et qui font sa singularité.

Pour fixer un ordre de grandeur, au sein du ministère de la Culture, le programme « création » représente moins de 10 % de son budget.

Le deuxième constat est que pendant la période de « tassement », a émergé le fait métropolitain : Bordeaux comptait 937 000 habitants en 1990, 1,232 million aujourd'hui ; Toulouse est passée de 964 000 à 1,345 millions ; Montpellier de 402 000 à 607 000, Nantes de 707 000 à 749 000. Le temps moyen de trajet domicile-travail a augmenté de 10 minutes en 10 ans dans ces aires urbaines. Nicolas DUBOURG, en citant ces chiffres, veut mettre en évidence ce qu'un article du Monde Diplomatique a décrit sous la plume de Laurent BONELLI, à savoir que la métropolisation d'une part et la saturation des centre-ville et le manque de développement des transports en commun d'autre part produisent de façon mécanique un rétrécissement de la distance que les individus sont prêts à parcourir pour se rendre le soir dans les institutions et les lieux culturels du centre-ville (cinéma, médiathèque...). Cette problématique de transport date d'il y a 30 ans. L'Île-de-France est très bien aménagée de ce point de vue, mais c'est loin d'être le cas sur le reste du territoire.

Le dernier constat est que les politiques publiques subissent une évaluation, qui consiste à quantifier, à vérifier l'impact et l'efficacité, autrement dit le retour sur

investissement. Or, dans le secteur de la création culturelle, la principale question qui se pose est la place de l'art, en quoi l'art est utile et quelles sont les politiques publiques pour le mettre au cœur de la cité. Les réponses à ces questions vont mettre en avant des évidences sur lesquelles tout le monde sera d'accord, les philosophes, les universitaires, etc., mais les grilles de lecture de l'administration ne permettent pas forcément de développer cela, d'où une crise de légitimité : l'évolution de l'évaluation des politiques publiques a aussi conduit le secteur du spectacle vivant à éprouver des difficultés à expliquer ce à quoi il sert. Le SYNDEAC est donc très preneur de ce débat, car il évolue fortement et traite de problématiques assez larges ; il a collectivement affirmé au cours de ce mois de janvier son besoin de partager avec le plus grand nombre les problématiques qui sont les siennes, en dehors des simples « rapports d'activité » qui lui sont demandés et qui représentent une énorme frustration pour les acteurs du spectacle vivant.

Martin PALISSE, membre du SYNDEAC, présente les excuses de la présidente du SYNDEAC absente aujourd'hui, et indique qu'il dirige un pôle national Cirque installé à Nexon, un village d'environ 2 300 habitants. Il sait à quoi sert une telle institution dans un petit village, autrement dit à quoi cela sert-il d'être présent dans un monde rural où la force de production est principalement paysanne. Aujourd'hui, au sein du SYNDEAC, le débat porte beaucoup sur la façon de s'investir dans la crise, sachant que la culture est un domaine beaucoup plus vaste que la seule question de l'art vivant. Plus modestement, la question lui semble être celle de la place de l'art et des artistes dans une société qui se construit et qui se transforme avec le temps. La culture est faite de beaucoup de choses ; chacun a la sienne et il serait immodeste d'imaginer régler cette question au sein de la crise.

Le SYNDEAC travaille depuis plusieurs années sur ces questions de territoire et se montre très attentif au développement d'institutions culturelles sur tous les territoires. Le Conseil national s'est largement renouvelé depuis plusieurs années ; il existe évidemment des institutions culturelles dans les grandes métropoles, mais il existe aussi beaucoup d'acteurs et d'actrices qui travaillent dans des territoires en grande difficulté : la gare du village où il travaille est menacée année après année et elle est défendue par tous les corps représentatifs (écoles, collège, pôle Cirque) qui souhaitent conserver des moyens de transport et des services publics.

Cette irrigation du territoire dans son maillage le plus fin préoccupe énormément le Conseil national du SYNDEAC.

Valérie RAVINET passe la parole à Galin STOEV, directeur du Théâtre de la Cité, en lui demandant pourquoi il accueille ce débat.

Galin STOEV souhaite la bienvenue aux participants. Il fait part d'un point de vue personnel dans la mesure où il arrive de l'extérieur dans un lieu un peu étrange : d'origine bulgare, il a vécu jusqu'à l'âge de 20 ans dans ce qui s'appelait alors le « socialisme réel », fruit de la révolution qui a suivi la Deuxième Guerre mondiale. Il a été le témoin ainsi que l'acteur des mouvements qui ont suivi la chute du mur de Berlin. Il a donc expérimenté plusieurs situations révolutionnaires et, depuis un an, il dirige le Théâtre de la Cité dans l'optique de l'ouvrir énormément, de le démocratiser,

de rendre son fonctionnement transparent et d'aller chercher son public dans des strates de la société qui ne se sentent pas forcément considérées comme légitimes en tant que public des grandes institutions.

Ce qui l'intéresse aussi est de voir comment une grande institution culturelle aujourd'hui se place au milieu d'une ville et se positionne par rapport à ce qui se passe dans la société. Les temps sont mouvementés et une institution telle que le Théâtre de la Cité est vue par différents groupes de personnes comme un capteur d'écran où il est possible de projeter ses rêves, ses attentes aussi bien que ses frustrations et ses exigences. La question importante pour lui est de savoir comment une institution pareille peut dégager l'espace, afin qu'un dialogue puisse s'effectuer en temps réel et d'une manière différente de ce que la rue et les réseaux sociaux peuvent proposer. Il ne faut pas se mettre en confrontation, mais au contraire essayer d'ouvrir, afin que toutes les parties se sentent entendues, écoutées et respectées. En installant ce débat ici (autour des tables des Halles de la Cité) et non sur la petite scène (des Halles de la Cité), il a voulu en faire une sorte de performance, en posant les éléments et en faisant en sorte que ces éléments se rencontrent, se parlent et échangent. Dans ce sens, avant de commencer, il demande à ce que tous les participants se mettent d'accord sur le fait d'être tous opposés à la violence sous toutes ses formes.

Une 1^{ère} personne du public dit qu'elle n'est pas d'accord et demande si elle pourra parler quand même.

Valérie RAVINET répond pourra intervenir après.

Galin STOEVE dit avoir du mal à dialoguer avec des personnes favorables à la violence. Il s'agit d'une position personnelle. Ce qui est important pour lui est d'essayer d'élever la qualité de l'échange : dans le théâtre, plus un personnage est en difficulté, plus le comédien qui le joue en tire avantage. Il suggère donc de se comporter lors de ce débat comme des comédiens afin d'arriver à une situation permettant à chacun d'être entendu. C'est la raison pour laquelle il accueille ce débat.

Valérie RAVINET indique que Thomas, Clarisse et Elsa (ouvreurs) disposent de micros qu'ils porteront aux personnes qui lèveront la main pour intervenir.

Émile, professeur de philosophie, explique avoir réagi tout de suite aux espèces de prérequis posés pour pouvoir discuter, comme le fait d'être opposé à la violence. Lui est contre les personnes qui succombent à des injonctions de répéter comme des litanies des phrases du genre « toutes les opinions sont bonnes ». Ce n'est pas vrai, toutes les opinions ne sont pas bonnes et nombreux sont dans la salle ceux qui estiment que certaines opinions sont nauséabondes. Avant de se demander si des opinions sont bonnes, il faut d'abord se demander si elles sont vraies ou fausses. Par exemple, il est vrai que le samedi précédent le débat, un défenseur de la Ligue des Droits de l'Homme, observateur à Toulouse, s'est pris un flashball dans la tête. Il est faux qu'aucun « flic » n'a attaqué de manifestants. Ce sont des exemples.

Valérie RAVINET précise que c'est dans le cadre du débat intitulé « culture et crise » qu'elle a tenu ce propos introductif.

Émile dit qu'un débat est une confrontation, et qu'il n'est pas d'accord non plus sur l'idée qu'il ne doit pas y avoir de confrontation. Il vaut mieux que cette confrontation ait lieu dans un débat que par la violence physique. Cette injonction à la non-violence le conduit à demander immédiatement de quelle violence on parle : la violence institutionnelle, la violence insurrectionnelle, la violence symbolique, la violence sur les biens matériels ou sur les personnes... ce n'est pas pareil de casser une vitrine de banque que de tirer un flashball dans la tête de quelqu'un, raison pour laquelle il refuse cette injonction.

Sur le débat, il estime qu'il y a un enjeu majeur à réunir les « intellos » et les « populos » dans un combat commun. Lui-même croit plus au combat qu'au débat, sachant que le débat actuel est selon lui un enfumage. L'art peut avoir une fonction importante dans cette réunion des « intellos » et des « populos ». Par exemple, un rappeur toulousain est venu tourner un clip au milieu de la manifestation ; François RUFFIN va sortir un film sur les Gilets jaunes, ce qui illustre l'irruption de l'art dans le combat. Un des moments de ce film sera des images d'un artiste peignant le portrait d'un manifestant au milieu d'un rond-point occupé par les Gilets jaunes ; les policiers sont arrivés et ont détruit ce tableau, ce qui constitue selon lui une violence incroyable contre l'art populaire.

Émile souligne que l'enjeu n'est pas le débat, mais le combat, car la situation à laquelle il fait face est clairement celle d'une dérive autoritaire. L'enjeu est un enjeu révolutionnaire sur tous les plans ; révolution sociale, fiscale, écologique et notamment agricole qu'on ne voit pas venir (Nicolas HULOT a démissionné), ainsi qu'une révolution démocratique. Débattre avec MACRON, c'est mort ! Émile invite donc tous les artistes à s'engager dans le combat.

5

M. X, retraité des Beaux-Arts, souhaite recadrer le débat. Introduire le débat sous la forme « la culture et la crise », c'est éviter une question. La crise existe depuis longtemps et est infligée par nos institutions ; en revanche, l'actualité, c'est la culture et les gens de la culture face au mouvement des Gilets jaunes et face, effectivement, à une violence, une violence insurrectionnelle, car c'est une insurrection que vit le pays. Les gens de la culture entendent-ils l'accompagner ? C'est la bonne question.

L'animatrice passe la parole.

Jeanne-Valerie HELD, citoyenne, remercie Galin STOEV d'avoir accepté d'ouvrir les portes aux Gilets jaunes, en tout cas aux citoyens du peuple, pour pouvoir discuter du rôle des artistes peut-être, mais aussi du rôle des institutions culturelles. À titre personnel, elle a été un peu choquée de voir le théâtre fermé depuis plusieurs semaines au passage des manifestations et c'est ce qui l'a fait réagir en sollicitant le théâtre pour organiser ce débat. L'objet n'est pas de se confronter, mais de discuter ensemble du rôle des institutions culturelles et de faire un état des lieux du mouvement social actuel, car il existe une fracture sociale, mais aussi une fracture culturelle qui lui est intimement liée. Les institutions culturelles se sentent-elles un peu responsables de cette fracture culturelle, entre une culture institutionnelle,

labellisée, culture d'État et une culture dite populaire, une culture pour tous qui aurait lieu ailleurs, dans la rue et dans d'autres institutions ?

L'animatrice demande si quelqu'un souhaite répondre à cette question.

Émile demande pourquoi les Gilets jaunes ne sont pas invités par le théâtre à occuper le TNT. Ce serait la réconciliation qu'il appelle de ses vœux entre « intellos » et « populos » et ce serait un lieu formidable pour faire une petite assemblée. Les manifestants ont passé des semaines sur un parking pour faire des assemblées générales et le simple fait de proposer le théâtre pour ces assemblées générales (il ne s'agirait pas d'une occupation 24 heures sur 24) serait tendre la main au moins et faire quelque chose au lieu de barricader le théâtre lorsque les manifestations passent devant.

Galin STOEVE estime qu'il y a plusieurs questions. À celle de savoir s'il se sent responsable, personnellement il répond non. Il n'est là que depuis un an et il ne veut pas que le débat devienne un procès envers le Théâtre de la Cité par exemple. Il faut que chacun accepte les limites de ce qu'il peut contrôler. Si le scénario de l'envahissement du théâtre se concrétisait, que faire des personnes qui ont acheté un billet et de leur droit à venir « consommer » de la culture ?

Valérie RAVINET rappelle le sujet du débat, à savoir la culture vis-à-vis de la crise actuelle.

Un intervenant 2 (Gilet jaune) fait quelques propositions, à savoir rejoindre l'appel à la grève qui a été lancé, pour libérer du temps et réfléchir plus profondément ensemble à ces questions. Par ailleurs, il existe des mouvements culturels à l'initiative des Gilets jaunes. Il trouve dommage que la question de la violence soit arrivée dès le début du débat, preuve qu'on a surtout le prisme médiatique du mouvement des Gilets jaunes et non sa réalité. On fait porter aux Gilets jaunes ce masque de la violence, utilisé comme épouvantail face à tous les mouvements contestataires. On gagne à se connaître un peu plus et à se rendre compte de la nature de fond de ce mouvement, qui est autre chose que ce qui se passe à l'heure actuelle dans les médias. Il remercie d'ailleurs le théâtre de son ouverture et il demande s'il est possible d'envisager d'accueillir un spectacle à l'initiative des Gilets jaunes, en coopération avec la direction du théâtre.

Léa, artiste dramatique et Gilet jaune (il y a beaucoup d'artistes divers et variés dans les Gilets jaunes) dit que les Gilets jaunes ne sont pas des gueux illettrés et sans dent. À Commercy, ils ont écrit un texte : 400 personnes réunies, de toutes professions, ouvertes au débat, ont travaillé pendant cinq jours (comme quoi les gueux, les illettrés et les sans-dents savent aussi écrire et penser). Le théâtre se fait en tout lieu et se fait aussi dans la rue. Elle propose de lire ce texte qui est symbolique d'une structuration et d'une pensée qui n'est pas forcément partagée par tout le monde, mais qui mérite d'être connue.

Lecture à voix haute du texte :

Appel de la 1ère Assemblée des assemblées / Commercy - 27 janvier 2019, texte à retrouver à l'adresse suivante :

<https://manif-est.info/GILETS-JAUNES-APPEL-DE-LA-PREMIERE-ASSEMBLEE-DES-ASSEMBLEES-Commercy-27-janvier-922.html>

Léa invite les participants, s'ils sont intéressés en tant que groupe ou en tant que personne, à adresser leur signature à l'adresse Commercy : l'assembleedesassemblees@gmail.com

L'animatrice propose de parler de la thématique du rôle de chacun et de la culture dans cette crise.

Bernard CABRIERE précise être venu en tant que spectateur du théâtre, citoyen toulousain retraité et père d'une comédienne intermittente du spectacle, très intéressé par le spectacle vivant. Il trouve que le Théâtre de la Cité est une institution remarquable qui fait beaucoup de travail en direction de publics très diversifiés. Il est financé par l'effort collectif et les contribuables. En complément du sujet choisi, la culture et la crise, il y a aussi une crise de la culture que reflètent les événements actuels. Ce n'est pas qu'une crise du pouvoir d'achat, c'est beaucoup plus large. Les institutions culturelles, les comédiens, les metteurs en scène font déjà beaucoup de travail pour créer du lien social et pour aller chercher d'autres spectateurs. Il lui semble qu'il faut aller encore plus loin que cela et profiter de ce moment pour aller vers toutes les couches de la société. Cette crise est aussi le résultat de la télé-réalité, du complotisme véhiculé par les réseaux sociaux : il y a une grande violence là-dedans et le spectacle vivant a beaucoup de choses à faire par rapport à cela en apportant du lien social. Il suggère une espèce d'aggiornamento sur ce sujet, consistant à dire que ce qui est fait est bien, mais encore trop limité et que l'effort devrait se poursuivre en direction des écoles, des petites villes et des petits villages, afin de profiter de la très grande qualité du spectacle vivant français.

Valérie RAVINET se permet de résumer cette intervention en retenant le thème de « la culture en crise ».

Un intervenant 3 souhaite commencer par une critique très brève de la forme de ce débat. Venant d'un milieu militant, il ne comprend pas que la personne supposée animer le débat donne un point de vue entre chaque intervention et coupe la parole aux intervenants.

L'animatrice répond qu'elle ne donne pas son avis, mais qu'elle reformule de façon synthétique.

L'intervenant 3 insiste sur le fait que dans le monde militant, des outils sont utilisés afin de prendre le nom des intervenants dans l'ordre dans lequel ils lèvent la main pour s'exprimer. Le fait que ces outils ne soient pas utilisés dans le cadre de ce débat illustre la problématique de l'entre-soi artistique qui ne cherche pas à s'ouvrir aux autres formes de communication.

L'intervenant 3 soulève une autre problématique : le fait que le débat porte sur « la » culture alors que lui-même se bat pour « les » cultures. « Les » cultures englobent

quelque chose de beaucoup plus large que les disciplines évoquées (architecture, cinéma, édition...). Les cultures sont ce qui unit, les cultures paysannes par exemple qui sont oubliées et mises de côté alors qu'aujourd'hui un suicide tous les deux jours surviennent dans le monde paysan. L'espérance de vie dans le métier des travailleurs sociaux et des personnels soignants est autour de huit ans. En revanche, il existe d'un autre côté des acteurs culturels qui commentent ce petit monde bien à l'abri derrière leurs outils et depuis des maisons fermées, en prétendant pour le coup aller vers autrui alors que le théâtre hors les murs n'a pas eu lieu. À une époque, on parlait du théâtre populaire (pour le peuple); aujourd'hui, le lieu du débat est le Théâtre de la Cité, donc pour les citoyens et exclusif de ceux qui ne sont pas citoyens, les mineurs et les étrangers, ce qui est déjà une problématique.

Par ailleurs, parler de « la crise » est une aberration dans la mesure où le système dans son ensemble est complètement fou, car le modèle social et sociétal n'est pas basé sur l'égalité environnementale concrète et physique. Parler de « crise » dans un système qui est fou est encore une fois utiliser une sémantique qui dessert le véritable propos. Un camarade parlait de lutte, la lutte des classes et la révolution sont un processus. Ce qui se passe n'est pas l'acte 12 des Gilets jaunes, mais l'acte 4289 de la Révolution française.

L'intervenant 3, pour illustrer le rôle de la culture dans ce processus, souhaite citer des noms : Augusto BOAL au Brésil, qui invente le théâtre forum et le théâtre de l'Opprimé, mais qui va le jouer dans les usines et non bien à l'abri dans un entre soi confortable ; Dario FO, dans les années 1970, qui va au contact des personnes en lutte dans la rue ; les groupes Octobre de Jacques PRÉVERT, qui allaient aussi dans la rue et qui n'étaient pas juste des artistes, mais travaillaient dans des usines, sur le terrain. Une rupture s'est effectuée dans nos sociétés entre une masse laborieuse qui crève au travail et une classe qui commente, qui observe, mais qui ne met pas les mains dans la merde, jamais. La place de la culture, c'est d'aller dehors, sur le terrain, de faire des théâtres forums et de renouveler des groupes comme Octobre, d'aller faire de l'agit-prop.

Mathieu, étudiant à Sciences-Po Toulouse, propose d'instaurer un tour de parole en notant le nom des personnes qui souhaitent intervenir dès qu'elles lèvent la main, au lieu de les laisser main levée pendant 30 minutes. Il souhaite un tour de parole paritaire.

L'animatrice dit qu'on va y veiller.

Mathieu revient sur le thème de la culture en crise, crise qui dure depuis presque 30 ans, et sur l'entre soi que le théâtre voudrait dépasser en s'ouvrant à d'autres publics. À Sciences-Po, les élèves qui ont occupé l'école pendant une semaine voulaient aussi ne pas rester entre eux et ont eu beaucoup de contacts avec des élèves des Beaux-Arts, qui voulaient eux aussi occuper leur école. Beaucoup d'échanges sur la culture ont eu lieu et de la culture s'est produite dans la rue et dans les manifestations par les slogans, les tags, les pancartes. Plus concrètement, si la culture est en crise, c'est aussi pour des raisons de financement. Il faut profiter du moment et des manifestations pour faire lâcher deux ou trois miettes au gouvernement et se mobiliser en faveur du financement du secteur de la culture qui semble en manquer.

Magali, précaire, qui travaille dans l'insertion souhaite rappeler qu'il y a quelques années, le théâtre qui s'appelait encore le TNT a été occupé pendant plusieurs semaines par des intermittents et des précaires lors du mouvement Nuit Debout, et il n'y a eu aucune dégradation des lieux. Elle ne voit pas pourquoi dans ces conditions les Gilets jaunes ne pourraient pas utiliser le théâtre pour faire leurs assemblées générales.

Rodolphe, menuisier, passionné de tango, ancien élève des Beaux-Arts, dit qu'il réfléchit à la mise en place d'ateliers pédagogiques et populaires dont le premier consisterait à faire place nette sur beaucoup d'enjeux de la société. Le gros tort de cette société est qu'elle alimente l'inculture et l'ignorance. L'idée est d'inviter un lieu comme le théâtre, dont il interpelle le directeur en direct, à accueillir une soupe populaire, qui permettrait à des personnes de s'arrêter ; une performance, réalisée par un invité, serait en réaction avec d'autres invités (des philosophes comme Vincent CESPEDES, François BEGAUDEAU, Étienne CHOUARD, Franck LEPAGE...). La question de l'écologie est fondamentale. Le canevas consiste à créer des passerelles avec des lieux institutionnels forts en symboles, mais qui rendent un peu humains ces débats pédagogiques.

Lucie, danseuse, a été interpellée par un mot prononcé en début du débat, celui de « consommation ». Tout est actuellement remis en cause dans la façon de vivre, de manger, de s'habiller et parler de consommation de culture lui semble incompréhensible. La culture devrait faire l'objet d'un partage, d'une transmission.

Un Monsieur (nom inaudible), disant être secrétaire général CGT des cheminots de Toulouse demande de quelle crise il est question, car le système économique n'est actuellement pas en crise. Par contre, la démocratie est en crise et il fait le lien avec la culture : il a entendu des termes comme « consommation », « efficacité », « management », termes qu'il a déjà du mal à vivre dans son entreprise et qui lui font mal aux tripes lorsqu'ils sont appliqués à la culture. Or, pour faire reculer les extrémismes religieux ou politique, il faut revenir à la base et à la culture populaire, qui a été oubliée. À la CGT de Toulouse, cela fait deux ou trois ans que sont organisés des casse-croûte débat entre midi et deux heures avec les adhérents, où on revient à la base : d'où vient la Sécurité sociale ? Il se dit super content de voir les Gilets jaunes dans la rue, même s'ils sont antisyndicaux et antipolitiques, mais aujourd'hui il faut de la politique et le syndicat est un outil au service des salariés qui doivent s'en servir. Son rêve est de se faire déborder par sa base dans la lutte.

La CGT a décidé de faire de la culture, c'est une décision de son congrès sur Toulouse qui a mis en place un secrétaire à la politique culturelle du syndicat. Il invite tous les participants à venir le 8 mars à la Bourse du Travail, à l'occasion de la journée internationale de lutte pour l'égalité et pour les droits des femmes. Une pièce de théâtre a été créée l'année dernière ; des casse-croûte débats continuent d'être organisés afin de permettre aux salariés de disposer des outils pour s'émanciper du système de merde : du pognon, il y en a, mais un pays qui augmente le budget de l'armée, mais qui diminue celui de la culture a un gros problème.

Corinne, qui milite à la Coordination des intermittents et précaires de Midi-Pyrénées et qui est Gilet jaune, s'est au départ réjouie qu'il y ait un débat au TNT, en se disant que la rue allait rentrer dans le théâtre. Elle a déchanté lorsqu'elle a vu que c'était dans la cadre du Grand débat national* (l'invitation fait référence à l'actualité du Grand débat).

Corinne souligne qu'il y a eu effectivement une prise de position très claire de la part du SYNDEAC. Mais quand elle a vu le titre du débat, elle s'est dit que ce n'était pas possible, dans le moment que vit actuellement le pays, de mettre « culture et crise ». Dehors tout le monde et ensemble ! Dans la rue, il y a des infirmières, des profs, des étudiants, des lycéens, des chômeurs, des précaires et la culture va encore rester à se regarder le nombril alors que la Coordination a essayé à plusieurs reprises, notamment du temps de Jacques NICHET, d'occuper l'endroit comme un ouvrier occupe son usine. À chaque nouveau conflit social, les intermittents qui ont plusieurs lieux de travail ont besoin d'un lieu de rassemblement. Avec le théâtre, il était possible de négocier beaucoup de choses, maintenant, il n'est plus possible d'y être et il existe donc de ce point de vue une responsabilité de l'équipe de direction en place. Au fil des samedis, Corinne a vu les gens du théâtre regarder passer ceux du dehors et elle se demande combien de temps cela va durer, alors que le mouvement organise des assemblées générales tous les 15 jours et qu'il réfléchit de partout. En entendant dès le début que les organisateurs ont demandé aux participants de rester tranquilles, elle s'interroge sur l'image qui est renvoyée du mouvement des Gilets jaunes et des mouvements sociaux en général. C'est insupportable et oui, à un moment donné, les manifestants vont mettre leurs frustrations dans ce lieu, comme le château de Versailles a été l'image d'une frustration. Un jour, peut-être ce lieu sera-t-il attaqué à force de ne plus accepter de recevoir la Coordination qui est sur le pont depuis de nombreuses années.

Corinne ajoute que le peu que les intermittents ont obtenu en 2016, juste avant le festival d'Avignon, parce qu'ils ont menacé de faire grève (grève cruellement absente aujourd'hui dès lors que la Coordination n'est pas dans le théâtre), ils l'ont obtenu en allant le chercher eux-mêmes auprès du SYNDEAC. Ce sont tout le temps les intermittents qui vont chercher le SYNDEAC et jamais l'inverse. Elle demande en conclusion quelle position prennent clairement les organisateurs du débat, en dehors du SYNDEAC et en tant que citoyens, alors que ça gronde dehors.

Martin PALISSE va tenter de répondre d'abord en tant que citoyen et non en tant qu'institution, car il donne raison sur ce point à la dernière intervenante. Il ne se sent pas comme intellectuel (d'ailleurs il n'a pas le bac), mais il a un métier, un savoir-faire (il est jongleur) et ne se sent même pas particulièrement un « artiste ». Lorsque le mouvement a commencé, un groupe de Gilets jaunes s'est constitué sur le rond-point à l'entrée de son village. Au bout de quelques jours, il est allé rencontrer ces personnes et la première chose qu'il a vue en arrivant (il a été bien accueilli) est la précarité. La plupart des techniciens du spectacle et des artistes sont des gens précaires qui enchaînent des CDD d'usage et qui pointent toutes les fins du mois à Pôle Emploi (cela a été son cas pendant 17 ans). Les personnes qui s'étaient rassemblées au rond-point avaient cette conscience-là que les artistes étaient aussi précaires que d'autres professions. Martin PALISSE leur a proposé de mettre du chauffage dans son chapiteau, situé à 600 mètres de là et de le laisser à disposition

pour des réunions. La réponse qui lui a été faite et qui était très sensée à ses yeux a été : non, nous avons envie de rester là où nous sommes, parce que nous y sommes bien et là où on nous voit ». Et en effet, il s'est rendu compte que sa proposition était presque une erreur, car s'ils l'avaient acceptée, ils seraient devenus invisibles dans le village. Or, quand on manifeste, il faut au moins être visible. En tant que jongleur, Martin PALISSE a vu pendant des années les politiques dire aux artistes qu'ils devaient travailler au lien social. Certes, l'artiste n'est pas hors société ; néanmoins, il ne faut pas tomber dans l'entourloupe : l'artiste ne remplacera pas une politique sociale. La lutte qui s'opère aujourd'hui est le sujet de la politique sociale et consiste dans une lutte des classes. Cette société crée de la richesse et la richesse n'est pas répartie comme elle devrait l'être, afin que tout un chacun ait des fins de mois plus dignes au regard de son travail, ou de son non-travail. Car le plein emploi n'existe pas, et il n'a pas existé non plus à la sortie de la Seconde Guerre mondiale comme cela est dit, car à cette époque-là, seuls les hommes travaillaient. Il n'y a donc pas de plein emploi et il n'y en aura jamais et il faut permettre aux personnes sans emploi de subvenir à leurs besoins. Sur ce sujet, les artistes sont entre deux feux. Une grande majorité de citoyens et de citoyennes n'ont pas encore accès à une pratique artistique et à l'art ; ce n'est pas faux. Néanmoins, Martin PALISSE ne se sent pas responsable : il a décidé d'être un artiste en responsabilité dans une institution culturelle parce qu'il veut participer activement à pouvoir ouvrir au maximum les lieux d'art à tout le monde, quelle que soit la culture de chacun. Les artistes ne sont pas la culture ; ils ne sont pas des institutions, mais des projets nés dans l'alternative et qui bénéficient aujourd'hui d'une mission de service public. Ils se battent pour que cela continue.

11

L'animatrice passe la parole.

Valentin a été lui aussi un peu troublé par le mot de « consommation de culture » ; il trouve très intéressant de parler de consommation par rapport au titre du débat, « la culture et la crise », car actuellement la situation est bien celle d'une consommation de la culture : la personne qui génère plus de profit à l'accès au théâtre et aux lieux d'expression publique. Cela est dû à une crise sociétale et à un système mis en place par Margaret Thatcher qui est le libéralisme, qui implique que celui qui génère le plus de profit a la priorité. Aujourd'hui, quand on parle de culture et d'échanges culturels, la première chose qui vient en tête à Valentin est d'aller boire un coup dans un bar pour écouter un peu de musique ou d'aller dans une salle de spectacle. Or, le propriétaire d'un bar qui veut organiser plus de trois événements culturels doit passer une formation pour avoir une licence. Une proposition consisterait à abroger cette loi et à faire en sorte que chaque bar puisse devenir un lieu d'expression publique. Vis-à-vis du théâtre aussi, il propose que celui-ci puisse ouvrir ses portes à des réunions, au lieu que les manifestants aillent prendre des gaz dans la rue ; les manifestants sont des gens responsables et il est possible de leur confier le théâtre, comme pour ce débat. Il s'agit de continuer, puisque c'est génial.

Marie-Laure, qui vit à Toulouse depuis un certain temps, a rarement accès à la culture en raison de ses conditions de vie et de travail. Elle s'informe, lit, se débrouille pour rester informée, mais l'accès à des lieux tels que le TNT, le Capitole ou la Halle aux

Grains ne lui est possible qu'avec des places peu chères, mal situées, où l'acoustique n'est pas bonne, etc. Certaines personnes ne peuvent même pas se payer ce type de places, car le prix des places n'est pas fait pour aller au spectacle dans de bonnes conditions. L'abonnement permet d'en baisser le prix, mais à condition de pouvoir avancer la somme. La culture reste réservée à une caste de personnes. Le théâtre de la Digue faisait un prix intéressant pour les riverains à une certaine époque (6 euros), ce qui permettait d'y venir en famille et de rencontrer les comédiens lors d'un pot de fin de représentation. Cela animait une vie de quartier constructive, ce qui n'était absolument pas le cas dans la quasi-totalité des théâtres de toutes les villes qu'elle connaît. Le problème n'est pas spécifique à Toulouse, il est partout. Si une œuvre d'art n'est pas accessible à tout le monde, ce n'est plus une œuvre d'art, mais un produit de consommation réservé à une certaine caste sociale. C'est un gros problème qu'il faut résoudre.

L'animatrice redit la question posée sur les conditions d'écoute et de vision des spectacles, ainsi que sur le prix.

Laurent, comédien intermittent du spectacle et membre de la Coordination des intermittents et précaires, dit que ce qu'on entend à travers les Gilets jaunes est un mouvement très fort, comme l'a été Nuit Debout il y a quelques années. Régulièrement, des systèmes sociétaux s'effondrent. On est peut-être arrivés au bout d'un système. Ce qui est insupportable est l'injustice sociale et le fait que certaines personnes vivent dans un luxe insupportable et tellement méprisant, alors que des milliers de personnes vivent dans la misère. Peut-être que ce sera toujours comme ça, des gens qui captent l'argent d'un côté et de l'autre des gens qui se débrouillent. Peut-être que la culture reproduit ce schéma, avec certaines personnes qui vivent très bien de leur métier et le reste, les plus nombreux. La chance est qu'en France il existe des droits sociaux et cette spécificité de l'assurance-chômage qui permet à des personnes qui n'ont normalement pas accès à la culture d'exister à des endroits où la culture ne va pas. Ce n'est pas l'institution qui a créé le théâtre de rue, même si celui-ci s'est institutionnalisé par la suite.

À ce titre, Laurent dit que les comédiens, les jongleurs, etc. sont des artistes, mais aussi des chômeurs. Actuellement, le gouvernement réclame 4 milliards d'économies sur le dos des chômeurs, sans que cela concerne cette fois-ci les intermittents, qui disent que le principe de l'intermittence pourrait servir à la précarité. Cette réflexion sur le travail et sur l'emploi est fondamentale.

Laurent souligne que c'est un régime d'assurance-chômage et qu'il faut se battre pour les droits des chômeurs. Pour conclure, il raconte avoir vu des jeunes amenés dans le théâtre par leurs professeurs, sous prétexte de leur montrer des choses. Son impression est que l'on amène ces jeunes dans un tel lieu pour leur dire : « vous voyez, cet endroit-là, ce n'est pas pour vous ».

Un intervenant, salarié, qui n'a pas eu le temps de mettre son Gilet jaune parce qu'il sort du travail, dit qu'il faut prendre conscience qu'une fenêtre de l'histoire est en train de s'ouvrir avec ce qui se passe dehors. Le mouvement n'en est qu'à son début et évidemment, la culture fait partie de cette effervescence. Il s'agit d'une lutte et non pas d'un spectacle, et dans cette lutte, il va falloir se fédérer et organiser la convergence. Il va falloir aller chercher tous les mouvements et les partis politiques

(France Insoumise, écolos, syndicats) qui ne demandent qu'à être récupérés. Il faut saisir cette opportunité d'une fenêtre de l'histoire qui s'ouvre pour tout renverser. Les modalités viendront ensuite, dans la mesure où tout le monde est d'accord sur 80 % des revendications. S'agissant de la culture, sa revendication est la culture gratuite pour tous et la possibilité pour les artistes de se produire dans un lieu tel que ce théâtre, sachant que les artistes se produisent souvent sans être payés. Son message est qu'il y a une opportunité historique à saisir avant que la fenêtre ne se referme, ce qui pourrait arriver rapidement.

Valérie RAVINET résume l'intervention par la question du prix de la culture.

Un intervenant dit ne représenter personne et être tout seul, sans rien connaître des finances et des institutions, mais il peut parler de quelque chose de culture. Les Iraniens rencontrent beaucoup de problèmes de société dans ce pays et la culture iranienne peut essayer de donner des réponses, des explications et des pensées. La France d'après-guerre rencontrait des tas de problèmes et la culture française, le théâtre de Jean VILAR, le théâtre de SARTRE, a essayé de donner des réponses parce que ce théâtre était responsable. Actuellement, on s'amuse et la seule réponse donnée par la culture d'aujourd'hui est d'amuser et d'être drôle, quelle que soit la discipline (théâtre, photographie, littérature même, mais pas toute). C'est une véritable maladie, incurable, et il est trop tard pour s'occuper de la culture. Tout le monde a des problèmes, mais il faut toujours être amusant. À la fin du XVIIIe siècle, un discours disait que pour être patriote, révolutionnaire en ce temps, il faut tolérer, partager, protéger. L'auteur de ce discours et ses camarades voulaient construire une France tolérante, avec toutes les cultures françaises, une France fédérale qui n'est pas la France d'aujourd'hui : les ancêtres des manifestants d'aujourd'hui ont coupé des têtes, ce qui en est la raison ; il fallait choisir une autre voie et actuellement c'est trop tard.

Une intervenante souhaite rebondir sur la tarification des places qui lui semble être au cœur des problèmes d'accessibilité de tous les publics au théâtre. Ce n'est pas le seul frein, mais le tarif est un frein crucial. Elle rappelle que dans un théâtre, où elle a travaillé autrefois, les places invendues étaient offertes à la dernière minute à tous ceux qui le souhaitaient, justement pour inciter les gens à venir au théâtre, quels que soient leurs revenus. Aujourd'hui, une place plein tarif à 30 €, est 10 € de plus en moyenne que la place dans les autres théâtres et elle s'inquiète de la véritable envie de s'ouvrir à tous les publics.

Une intervenante, se considère comme la précaire des précaires, femme, activiste, féministe et artiste, dit qu'elle cumule ainsi toutes les tares. Elle est en procès, car elle est une extrémiste de l'égalité hommes-femmes et elle regrette que dans ce débat, seulement un intervenant sur trois soit une femme alors que ce débat devrait donner l'exemple d'une parité parfaite. La parole des femmes est importante puisque les femmes représentent en France 52 % de la population. Elle répète donc être la précaire des précaires, qui incarne l'invisibilité, la femme violée qui subit des violences, celle qui se bat pour ses enfants, divorcée, sans pension alimentaire et

qu'on oublie sur les plateaux de théâtre, invisible dans le cirque. Olivier PY à Avignon a revendiqué une programmation paritaire : résultat, 27 % de femmes et aucun média relais. L'intervenante croit à la révolution, mais elle en a assez de ces chiffres. Elle croit que la révolution transforme la culture et prend l'exemple du mouvement Me too : c'était la culture du viol, et aujourd'hui c'est fini parce que les femmes l'ouvrent et se battent par des moyens souterrains et par les réseaux du fait que sur les plateaux, on ne les entend pas. Les experts, les universitaires, les auteurs ne sont que des hommes. Il faut exiger l'équité, l'égalité, la parité et l'intervenante se retrouve dans ces femmes sur les ronds-points, qui sont extraordinaires. Elle marche avec elles parce qu'il n'y a plus d'artistes, d'ouvriers, de chômeurs, mais des femmes ensemble. C'est une histoire de sororité. La révolution arrive de partout et elle viendra aussi des femmes.

Aurélien Bory, metteur en scène à Toulouse, note que la question de la création n'a pas été évoquée. Le soutien à la création est un sujet important et l'émergence de la création est une question que se pose tout le domaine des arts vivants. Les moyens donnés à la création sont toujours les plus difficiles à trouver. Les compagnies indépendantes ont besoin de moyens pour la création et il est difficile aujourd'hui pour les théâtres et les institutions de maintenir leurs marges et en même temps de financer les créations des compagnies indépendantes. Il faudrait une augmentation du budget du ministère de la Culture, car ce sujet de la création est primordial. Dans l'histoire, la création est toujours ce qui n'est pas payé et pas reconnu. C'est le cas pour l'écrivain et le poète. Le secteur du théâtre s'est beaucoup professionnalisé en France, ce qui est intéressant, car cela permet une rémunération. Créer c'est produire de l'inutile, et cette idée que l'inutile a de la valeur doit être défendue. L'acte de création n'est pas nécessairement lié à une cause, et il faut aussi l'entendre. Toutes les compagnies, chacune à son niveau de développement, rencontrent des difficultés et sont dans l'incertitude soit sur la prochaine création, soit sur la prochaine saison. En même temps, c'est aussi un choix et le prix qu'on accepte de payer pour vivre sa passion.

S'agissant des différentes cultures qui s'affronteraient les unes aux autres, il estime que tout cela est beaucoup plus brassé qu'on ne le croit et que les frontières sont floues. Martin PALISSE a rappelé qu'il avait été jongleur et qu'il est directeur d'une institution. Aurélien aussi a été jongleur de rue et il est metteur en scène d'opéra. Les parcours des artistes passent par des chemins différents et, enfant, lui-même n'avait jamais pensé mettre en scène un opéra. Il n'y a pas de hiérarchie entre les disciplines et les artistes ni de niveaux entre les « intellos » d'un côté et les « populos » de l'autre. Ce n'est pas ainsi que cela se passe avec l'art, et justement le théâtre est souvent un modèle de ce brassage.

Aurélien répond en insistant sur le brassage réalisé par les compagnies indépendantes. Il ne se sent pas forcément légitime pour parler de la situation politique en France aujourd'hui, mais il a la légitimité pour savoir ce qui se passe à l'intérieur de son organisation, qui est une compagnie. Celle-ci applique une éthique dans ses pratiques de travail : cette éthique est la défense des artistes, la défense des équipes artistiques et des compagnies qui sont au service de la beauté et au service de l'idée de produire des œuvres susceptibles, par l'imaginaire, d'être un recours pour chacun. Lorsqu'il entend dire que ce lieu, le Théâtre de la Cité, n'est pas ouvert, il pense à la situation très difficile des artistes italiens ou espagnols et il se pose en défenseur du service public

de la culture en France. Il faut que les politiques reprennent confiance dans cette notion, pour donner plus d'argent au ministère de la Culture. Aurélien répond que « la culture bobo », ça ne veut rien dire.

Sandra, lorsqu'elle est venue ici aujourd'hui, voulait témoigner pour les Sound systems, les free parties qui sont impactés par des saisies de matériel aux dépens de gens souvent en précarité, qui ont acheté des murs et des kilos de son pour se produire. Le lieu alternatif Émergence à Toulouse a été étouffé, la mairie rachète le lieu occupé par Mix'art Myrys afin de l'aseptiser en imposant du qualitatif et du quantitatif. À Toulouse, les lieux culturels pour les gens pauvres n'existent plus et ce public est obligé d'aller dans des lieux aseptisés comme le Métronome, l'Afterplay... Le TNT a un rôle à jouer dans l'offre culturelle de demain.

Valentin souhaite dire deux mots au nom d'un camarade qui trouvait l'information trop triste pour l'annoncer lui-même. Il s'agit de parler des 12 000 suicidés par an chez les chômeurs et les exclus. Et les artistes plasticiens qui sont tous seuls dans leur merde et leurs ateliers se suicident aussi !

Barbara, qui travaille dans le spectacle vivant, militante, mais de moins en moins parce que plus fortement occupée à assurer sa propre survie plutôt que celle du monde, a été très intéressée par le mouvement des Gilets jaunes dès le début. Elle habite en centre-ville et fait donc partie de cette population privilégiée qui va au spectacle, qui s'habille bien, en fait qui fait comme si... Du coup, elle n'est pas allée voir les Gilets jaunes jusqu'à une manifestation, autorisée celle-ci, pour le climat : ces gens ont marché 30 minutes et se sont fait gazer et elle a compris qu'il ne fallait surtout pas que la marche pour le climat se regroupe avec celle des Gilets jaunes. Tout est fait pour que les gens qui sont allés manifester pour le climat ne reviennent plus et restent à l'écart des autres manifestants. En tant qu'intermittente, c'est-à-dire ces privilégiés qui n'ont besoin de travailler que quelques heures pour voir renouveler leur statut, elle analyse l'abandon d'une réforme de ce statut comme la crainte d'un soulèvement en nombre des intermittents si les négociations sur leur assurance-chômage s'étaient poursuivies. Le risque était qu'ils rejoignent les revendications évoquées depuis le début de ce débat. En éteignant ce feu là avant qu'il ne prenne, il y a bien sûr des intermittents qui se mobilisent, mais en moins grand nombre. Barbara se réjouit d'un moment comme celui-ci où les gens se rencontrent, se heurtent, se frottent et espère qu'il y aura d'autres moments comme celui-ci, car au final, ces gens arriveront à s'entendre.

Bernard, qui s'est déjà exprimé, souhaite dire des choses très différentes de ce qui s'est dit jusqu'à maintenant et espère qu'il ne jouera pas les trouble-fête. Il a entendu de nombreuses personnes qui veulent renverser la table et faire la révolution. Sa position est différente : dans un pays démocratique où la culture est quand même soutenue, peut-être pas assez (les bibliothèques ont gratuites, les tarifs du TNT sont à 3 € pour certaines populations), sa proposition est de dire que le système n'est pas si mauvais que cela quand on voit ce qui se passe autour et qu'il pourrait être amélioré...

Bernard avait prévenu qu'il pourrait jouer les trouble-fête. Sa proposition consiste à se demander comment on pourrait améliorer la situation, car il est d'accord pour dire qu'il y a beaucoup à faire. Mais c'est dans cet esprit-là qu'il faut discuter plutôt que de renverser la table. Il tenait à le dire.

Émilie, qui travaille au Théâtre de la Cité au service des relations avec le public, prend la parole à titre personnel. L'élargissement du public et l'accès au plus grand nombre sont un problème central et elle garantit que la question se pose tous les jours au sein du théâtre. Il y a des choses qu'elle ne peut pas laisser passer, car elle est convaincue que véhiculer les préjugés et opposer différents lieux, différentes cultures, différents artistes est complètement stérile. Cela traduit aussi une méconnaissance assez profonde des activités de plusieurs lieux et des démarches de beaucoup d'artistes.

Robert, acteur culturel en tant qu'artisan ébéniste restaurateur de meubles, est très inquiet de ce qui se passe au niveau du pouvoir. La République fonctionne sur des institutions et avec l'acceptation de chacune de ces institutions, malgré le mécontentement inévitable sur les impôts. Aujourd'hui, le Président traite les manifestants d'antirépublicains, mais les antirépublicains sont ceux qui sont au pouvoir aujourd'hui et qui méprisent les institutions, ce qui est très grave quand on voit que la brigade anti criminalité va crever les yeux de gamins de 20 ans. On peut citer énormément d'exemples ; des personnes sont en train de manipuler pour leur propre compte la République française et de créer l'État français, dont on sait ce que ça a donné dans l'histoire de France. Au niveau culturel, il faut se poser globalement la question de la République et des institutions avant que l'État aille crever les yeux aux cultureux après avoir crevé les yeux aux Gilets jaunes. C'est une question de sauvegarde de la démocratie, face au risque qui n'émerge peut-être pas de coup d'État, mais d'utilisation de l'État français contre une grande partie de sa population.

Fatima revient sur le premier mot mis sur la table par le directeur du théâtre, le mot « violence ». Elle trouve formidable dans cette notion de crise que des gens qui ne sont jamais allés dans la rue manifestent, parce qu'ils sont touchés de plein fouet par la crise. À propos de la démocratie, une démocratie qui fait voter des lois les unes après les autres pour n'être que dans le sécuritaire menace très gravement la liberté d'expression en empêchant des gens de dire juste qu'ils ne sont pas d'accord. C'est déjà gravissime. En plus, ces manifestants sont menacés de manière violente : la violence est dans la rue et ce sont des gens payés par le gouvernement français qui sont d'une violence inouïe envers les manifestants. Une autre chose est le désunir pour mieux régner et opposer les gens les uns aux autres. On est dans un gouvernement qui, tous les jours, soutient des dictatures puissantes : des femmes qui manifestaient en Égypte ont été violées systématiquement, sans parler du traitement infligé aux personnes LGBT dans cette dictature. Le gouvernement Macron vient de vendre énormément d'armes et de Mirages à cette dictature-là. Tout est fait pour désunir, y compris envers l'étranger. Depuis deux ans fleurissent des tentes où dorment des familles entières, pour la seule raison que ces gens sont pauvres et étrangers. C'est la pire des violences et en plus, on contraint les Français à s'habituer à cela. Au niveau culturel, il faut se montrer vivant et réagir effectivement à cette violence institutionnelle. Il est temps de se bouger le cul !

Nelly voit que s'établit un compte-rendu rédigé par une jeune personne. Elle est surprise, puisqu'on parle de « crise » et qu'on entend parler d'un « contexte géopolitique », de constater que dans les notes de cette personne qu'elle essaie de lire depuis sa place, il n'est fait nulle part mention de « Gilets jaunes ». Nelly veut souligner que ce n'est pas un gros mot et que cela ne peut pas ne pas paraître quelque part sur le compte-rendu.

L'animatrice explique qu'il s'agit d'une prise de note destinée à donner des repères à un compte-rendu plus complet et que la remarque de l'intervenante sera prise en compte. Elle propose de donner la parole à Nicolas DUBOURG pour conclure cette première partie.

Mélie, étudiante en théâtre, qui précise bénéficier à ce titre de tarifs préférentiels, dit que malgré cela elle ne peut pas venir au théâtre, alors qu'elle aimerait bien assister toutes les semaines à des spectacles. Elle n'a pas de quoi manger alors qu'elle ne considère même pas faire partie des précaires ». Elle est sensible au théâtre et elle ne peut pas. Sur la distinction entre « culture populaire » et « culture bourgeoise », elle pense que cette distinction est observable, et observable des deux côtés. Il faut arrêter que la culture bourgeoise regarde de haut la culture populaire, ainsi que l'inverse. La culture pour tous ne consiste pas à faire descendre l'aristocratie dans les classes populaires, mais à écouter ce qui se passe en bas et faire des créations avec les gens qui sont sur les territoires, écouter ce qu'ils disent et faire remonter leurs propositions dans les théâtres et les institutions. C'est « par » et « pour » tous, et pas juste faire descendre Marivaux chez les pros.

Nicolas DUBOURG se propose de faire la transition avec la deuxième partie du débat (les propositions) par une proposition. Il souhaite déjà réagir sur ce mot « institutions publiques », difficile de nommer autrement. Par rapport à ce modèle français, très particulier, avec des théâtres dirigés par des sociétés privées (le modèle des théâtres parisiens) et des théâtres complètement intégrés à des collectivités territoriales, il souligne qu'il s'agit d'un modèle mixte, entre-deux. Cela signifie qu'on n'est pas soumis aux lois du marché et qu'il n'est pas obligatoire d'équilibrer financièrement chaque spectacle. Le débat sur les tarifs est à cet égard permanent et fondamental, par exemple sur la gratuité intégrale. Dans un théâtre comme le Théâtre de la Cité, la billetterie ne représente pas l'intégralité des recettes, loin de là, comme le métro ou l'université. La deuxième particularité de ce modèle est qu'on a souhaité construire une indépendance artistique de ceux qui vont animer ces dites « institutions ». L'indépendance contre le marché est à peu près assurée, même si c'est compliqué, et on essaie de construire l'indépendance contre une forme de récupération politique, qu'elle soit locale ou nationale, par des systèmes d'organisation. Là aussi, c'est un combat permanent. Les institutions dont il est question sont précisément un lieu d'entre-deux. Les théâtres sont en combat permanent pour obtenir des financements, dont il peut garantir qu'en 2019, ils ne tombent plus du ciel, bien au contraire. C'est même un combat au niveau des contrats des personnes qui travaillent sur ces spectacles, moins bien payés que dans d'autres secteurs d'activité. Il faut aussi imaginer que le deuxième combat est de

pouvoir faire en sorte de dire ce qu'on a envie de dire dans ces lieux dont les dirigeants ne sont que des occupants provisoires et qui ne leur appartiennent pas. C'est un luxe, car Nicolas DUBOURG entend en permanence des collègues expliquer qu'ils ne peuvent pas programmer tel spectacle, qu'ils ne peuvent pas signer telle pétition ou prendre publiquement telle position. En tant que délégué du SYNDEAC Occitanie, il reçoit des appels de responsables de spectacles annonçant qu'ils sont déprogrammés d'un théâtre municipal parce que la pièce parle de tel sujet et que le maire a donné des consignes au théâtre de ne pas en parler. Le combat permanent du SYNDEAC est de développer en permanence cet entre-deux, qui n'est pas parfait, mais qui est en résistance contre toutes les récupérations et tous les clientélismes locaux et qui est en alternative à une construction marchande. C'est un combat quotidien. Sur la question de la gratuité de tous les publics, un débat est prévu dans la semaine à venir à Aix, où il existe un théâtre très intéressant, le théâtre du Bois de l'Aulne, situé dans un quartier populaire et intégralement gratuit. Ce modèle-là a été porté auprès de la collectivité par Patrick RANCHIN, qui a travaillé il y a quelques années au théâtre Garonne à Toulouse. Il a réussi à convaincre. Le SYNDEAC est traversé par ces questions de manière quotidienne. Nicolas DUBOURG en arrive à sa proposition et trouve la question sur le fédéralisme particulièrement intéressante. Il rejoint Aurélien BORY lorsque celui-ci dit que chaque artiste est une singularité : Nicolas DUBOURG n'est pas que patron d'un théâtre, il travaille aussi dans une Université en tant que salarié, et membre de la FSU : il combat donc tous les jours sur des questions salariales dans son Université, pour lutter par exemple contre la précarité dans la recherche et dans les contrats d'enseignement. Il le dit ici, car il ne voudrait pas que soient créées de fausses oppositions entre les intervenants de ce débat.

Dans la question du fédéralisme, un des autres combats à mener est que les impôts payés à chaque grande région repartent et sont redistribués à travers le prisme national. Sa proposition consiste dans « l'acte 2 de la décentralisation culturelle, à savoir : dans les territoires d'aujourd'hui, on est capable de s'organiser, de lever de l'impôt, de redistribuer localement et de construire des modèles alternatifs au modèle actuel. En réponse à une réaction de la salle (réaction inaudible), il se dit convaincu qu'il n'est pas trop tard, grâce au mouvement des Gilets jaunes très ancré dans les territoires. Il est temps de se poser la question de l'ancrage du pouvoir dans les territoires, chacun ayant une problématique différente, et de porter cette idée d'une plus grande déconcentration du pouvoir et d'une plus grande appropriation par les citoyens, dans les territoires, de ces questions-là.

Valérie RAVINET indique que cela sera retenu dans les propositions. Elle propose de passer à la deuxième partie de la rencontre, qui consiste à noter les propositions, qui sont très nombreuses.

En gras ci dessous les préconisations et propositions inscrites au tableau à la suite des interventions dans cette deuxième partie :

Une intervenante demande à ce que tous les samedis, le théâtre ait ses portes ouvertes pour accueillir les Gilets jaunes qui se font matraquer dans la rue, puisque c'est la maison du peuple.

Préconisations et propositions :

Ouverture des théâtres lors des manifestations à venir.

Une intervenante propose que ce débat ne soit pas le seul et unique, mais qu'il ait des suites sous la forme d'espaces d'échange et de tables rondes, d'événements à inventer ensemble, et ceci pas seulement pour protéger le peuple des violences policières. Il s'agirait d'avoir un espace régulier d'échange, comme une programmation dans la programmation. Il s'agit de prolonger le débat vers quelque chose de révolutionnaire dans la citoyenneté et la culture.

Préconisations et propositions :

Programmer des débats sur différentes thématiques dans les théâtres.

Benjamin, comédien, pense que ce mouvement des Gilets jaunes a révélé à tous ce qu'on savait déjà, à savoir qu'une infime partie de la population, 1%, détient les richesses alors que les autres n'ont rien. Dans la culture, c'est exactement la même chose et les énormes structures comme Capitole, TNT, Sorano, etc. monopolisent 80 à 90 % des subventions du spectacle vivant, alors que de petites compagnies qui existent depuis 20 ou 25 ans continuent de tirer la langue, avec des artistes obligés d'avoir un deuxième boulot voire un troisième pour autofinancer leurs propres créations. Il propose donc que les dirigeants de ces structures s'engagent à remettre une partie des subventions qu'ils touchent, ainsi que les structures elles-mêmes, au service des compagnies locales.

Préconisations et propositions :

Redistribuer les subventions et les espaces avec des modalités à définir.

Galin STOEV a l'impression que certains intervenants ne savent pas ce que font déjà les théâtres comme celui de la Cité, car c'est déjà dans sa pratique. Il leur demande s'ils connaissent le nombre de compagnies locales soutenues par le Théâtre de la Cité et s'ils connaissent « l'incubateur créatif », un dispositif destiné à suivre ces compagnies dans leurs besoins et à leur procurer des aides sur mesure. Des choses se font ponctuellement depuis plus d'un an, date de son arrivée, et il dément que son théâtre garde tout l'argent pour lui comme il vient de l'entendre. Ce n'est jamais assez, mais il assure essayer de faire bouger les choses de l'intérieur, même s'il arrive dans un cadre bien défini. Il regrette d'être placé d'entrée dans un rôle de « passif agressif » sans être prévenu et que des gens se comportent avec lui comme s'il était un bourreau, alors qu'il n'en est pas informé. L'envie de ce débat est justement de sortir du conditionnement sur lequel Marivaux parle énormément, conditionnement qui instrumentalise les gens malgré eux et les place du côté des « méchants » ou des « gentils » a priori. Il est temps de sortir de cela et de commencer à se parler sans ces préjugés et sans affirmer que le théâtre ferme ses portes. Il tient à rectifier ce point et à dire comment les choses se sont passées en tête-à-tête avec la personne qui a semblé dire cela.

Un intervenant, qui n'a pas l'habitude de prendre le micro, demande l'indulgence de la salle. Il est artiste et a remarqué que ce qui manque le plus, ce sont des espaces. Il faudrait des maisons du peuple dans tous les quartiers, au même titre que des piscines ou des bibliothèques, où il y aurait du partage et non de la consommation. Les artistes sont demandeurs de cela, car ils aimeraient partager ce qu'ils font en se triturant à mort les viscères ; mais ils sont timides et ont du mal à s'exprimer. Il y a un énorme besoin de partage, mais l'État et le capitalisme, depuis qu'il est né, s'appliquent à détruire les outils de partage. Les riches acquièrent les télévisions, les journaux, les périodiques et détruisent ces outils, si bien que les gens sont désorientés et ne savent pas comment se retrouver les uns les autres et reprendre ces outils-là. Donc, des maisons du peuple !

Préconisations et propositions :

Développer des lieux de partage (maison du peuple), en dehors de tout système financier.

Solange Oswald, metteuse en scène dans une compagnie indépendante, n'est pas identifiée à l'institution du Théâtre de la Cité, mais elle a envie de raconter un peu ses problématiques. Le fond du théâtre, ce dont parle le théâtre depuis le début du théâtre, c'est la justice. Elle pense à la figure d'Antigone, c'est-à-dire qu'on a le droit de désobéir à des lois qui nous sont désagréables et les artistes sont très proches de tous ceux qui sont dans l'abandon. Il est évident qu'ils sont infiniment touchés par le mouvement des Gilets jaunes, car c'est une honte de laisser des gens dans la précarité et la misère. Les artistes sont les « alliés objectifs » de ces gens-là et leur vie de militant ne regarde personne : c'est la moindre des choses qu'ils soient des militants. Mais en même temps, cette intervenante entend des choses sur le théâtre qui la révulsent, notamment lorsqu'il est dit que les auteurs ne sont pas les miroirs de ces luttes et des abandonnés. C'est totalement faux. Elle-même lit une pièce de théâtre par jour et tout le théâtre contemporain parle de cela. Il faut venir dans les théâtres. Solange dit qu'il y a une problématique sur le prix des places sur laquelle elle ne peut pas répondre, car elle n'est pas une institution. Mais en tant que metteuse en scène et artiste, elle pense que les metteurs en scène font un énorme travail pour que ceux qui n'ont pas accès à la culture y parviennent. Elle-même a passé la moitié de sa vie d'artiste à faire de l'action culturelle, une notion mise en avant par MALRAUX qui disait qu'il fallait des intermédiaires entre les artistes et que les artistes eux-mêmes devaient être des relais dynamiques vers des populations écartées du théâtre. Il faudrait au passage des budgets pour cela. Elle a envie de renverser le problème en demandant aux Gilets jaunes d'être les alliés des artistes en demandant pour eux des subventions.

Solange dit qu'elle ne parle pas au nom du Théâtre de la Cité, mais qu'elle veut rendre à César ce qui appartient à César : en tant que compagnie indépendante, s'il n'y avait pas les grosses institutions pour reverser de l'argent aux petites compagnies et pour ouvrir les portes (même si ce n'est pas à tout le monde), celles-ci ne pourraient pas vivre et les problèmes métaphysiques traités par l'art ne seraient pas traités. La culture est ce qui rassemble et l'art est ce qui sépare : les pauvres en ont besoin autant que les autres et il faut qu'ils soient les alliés des artistes.

Elle a milité toute sa vie en faveur des salaires, mais aussi de la verticalité et de la spiritualité, tout ce qui fait accéder à ce que quelqu'un a appelé l'inutile, mais qui n'est pas inutile selon elle, comme le sens de son existence, la transcendance (s'occuper d'autre chose que de ses propres intérêts). Tout le monde y a droit et il faut que les Gilets jaunes aident à aller dans ce sens-là.

Solange dit qu'elle a lu les programmes des Gilets jaunes et qu'il n'y a pas beaucoup de choses sur la culture.

Une autre intervenante (Gilet jaune) demande, puisqu'il n'y a effectivement pas de propositions sur la culture, si ce ne serait pas la question à se poser aujourd'hui justement. Elle demande pourquoi ce n'est pas dans les revendications. Quand l'intervenante demande à ce que les Gilets jaunes aillent aider les artistes et le monde de la culture, c'est le monde à l'envers. Si la culture est absente des revendications, c'est bien qu'il y a un gros souci et qu'elle est loin des Gilets jaunes. Si ces derniers sont venus au théâtre aujourd'hui, c'est bien parce qu'il y a un débat « culture et crise ».

Préconisations et propositions :

La différence entre l'art et la culture

Sylvia, chargée de production pour plusieurs petites compagnies de théâtre, souhaite faire une proposition très concrète. Elle n'est pas forcément favorable à la culture gratuite, mais pense qu'il faut aider les gens à y participer. Elle évoque ce qui se passe au théâtre du Grand Rond avec les billets suspendus, ce qui marche très bien. Tout le monde participe en donnant ce qu'il veut, et environ 5 000 € ont été recueillis en pièces de 1 € ou 2 €, données par des gens qui aiment le lieu et qui veulent que d'autres personnes le découvrent. D'autre part, elle se dit déçue, triste et en colère de voir comment se passe ce débat qu'elle doit quitter. Elle trouve qu'il y a énormément d'agressivité. Elle ne se sent pas Gilet jaune, mais elle est très contente que ce mouvement existe et regrette les manifestations de colère, comme cette façon de faire circuler des photos auprès de personnes supposées « intellos ». Elle demande aux personnes qui font cela si elles savent d'où viennent ceux qu'ils désignent ainsi. Son père à elle était SDF, ses grands-parents étaient fermiers et elle prend de telles pratiques comme une grande violence.

Sylvia dit qu'elle aurait plus participé au mouvement des Gilets jaunes si le 17 novembre elle avait vu des enfants dans ce mouvement. Elle est elle-même très militante, mais là elle reste cloîtrée parce qu'elle ne peut pas rejoindre les manifestations à cause de sa fille. Elle souhaite un bon débat à l'assistance.

Préconisations et propositions :

Augmentation des subventions pour les actions culturelles.

Mise en place du billet suspendu.

Un intervenant a bien compris et veut faire une proposition : il faut prendre conscience que le débat est loin d'être terminé et que les débats de fond ne font que commencer et qu'il faut les poursuivre. Sa proposition s'inscrit dans le point

numéro 2 et cherche à la préciser. Il voudrait qu'aujourd'hui, avant de quitter la salle, les responsables du théâtre soient interpellés sur le fait de savoir s'ils aident les Gilets jaunes à mener leur mouvement, au-delà de faire de l'éducation populaire, etc. Sa demande consiste à se mettre autour d'une table pour savoir à quel moment des lieux seraient disponibles pour des projets d'éducation populaire liés à la libération de la parole, qui est nécessaire. Les Gilets jaunes ne vont pas s'imposer, mais ils souhaitent savoir dès aujourd'hui quels créneaux sont libérables et à quelles conditions pour pouvoir disposer poliment du lieu.

Préconisations et propositions :

Trouver des lieux pour continuer le débat, connaître la volonté des organisateurs de ce débat de proposer dès maintenant un nouveau rendez-vous.

Un intervenant se met dans la peau d'un mineur sans papiers qui rentre dans ce théâtre et qui voit une crêpe à 2,50 € : il ressort acheter du lait, de la farine, des œufs et avec la même somme fait un tas de crêpes à partager. La transcendance des Gilets jaunes, c'est le frigo plein. Si on veut s'intéresser à l'art, il faut d'abord que le frigo soit plein. L'autre question est de savoir si les politiciens comme les artistes devraient être politiciens ou artistes à vie. Un message artistique, une fois qu'il est délivré, devient de l'esthétique et de l'art qui se fait plaisir, de l'art qui ne sert à rien. La proposition serait de partager équitablement en refusant le cahier des charges du Théâtre de la Cité et par une occupation des lieux, pour établir ensemble en discussion, en concertation, en partage l'occupation de ce lieu qui est un lieu appartenant à tout le monde, financé par la TVA que tout le monde paye. L'intervenant dit parler de tous les théâtres publics.

Partager équitablement l'occupation des lieux institutionnels.

L'intervenant ajoute qu'il faut arrêter aussi d'être des artistes à vie. Quand un artiste s'adresse à la DRAC avec un projet à 3 000 €, il se fait rire à la gueule au motif que ce n'est pas assez important pour la DRAC. Il rappelle une petite phrase de Bernard ARNAULT selon laquelle le seul regret de sa vie est de ne pas avoir gagné assez d'argent. Si cela n'est pas une pathologie, qu'est-ce que c'est ?

Un intervenant annonce qu'il lance un cabaret de théâtre de rue de lutte, parce que c'est dans la rue qu'on sort de l'entre soi. Il s'agit d'un cabaret autogéré et ouvert à toute personne ayant envie de venir proposer des formes, qu'elles soient artistiques ou non, de la conférence gesticulée, ou du témoignage, ou une forme artistique. Le principe est d'avoir quelque chose de modulable. Lui-même fait du théâtre de rue au chapeau, il n'a pas de salle ni d'endroit et revendique le chapeau comme moyen d'existence, car il préfère que l'argent public aille à ceux qui assurent les besoins fondamentaux de la société (travailleurs sociaux, paysans...). Ce cabaret théâtre de rue s'est fixé trois missions principales : occuper l'espace public pour sortir de l'entre soi, aller sur les lieux de lutte pour amener de la transversalité dans les thématiques de lutte et aller sur les lieux de blocage pour amener de la convivialité, en mélangeant tout cela avec une soupe populaire et un info kiosque afin d'amener dans la rue les cultures et non la culture. L'intervenant va avoir besoin d'un espace de répétition et

de rencontre et demande à l'ensemble des théâtres, des centres culturels et des lieux publics de devenir des lieux disponibles pour organiser ces projets-là.

Enfin, il indique qu'il fait partie d'un mouvement intitulé Extinction-Rébellion, avec lequel il va falloir compter. La proposition est d'ancrer les réflexions actuelles de l'ensemble des acteurs culturels dans le cadre de la collapsologie et de l'effondrement systémique de nos civilisations et de l'ensemble des systèmes vivants. Toute proposition faite sans avoir la compréhension de l'ampleur de la catastrophe écologique est vaine.

Préconisations et propositions :

Promouvoir la culture dans la rue, ouvrir des lieux de répétition.

Ancrer la culture dans les enjeux sociaux écologiques actuels.

Un intervenant (intermittent du spectacle) souligne que le point 2 devient vraiment clair au fil des échanges, sous diverses formes et s'il devait y avoir à Toulouse un Grand débat citoyen, ce serait aux personnes présentes de l'organiser et non au maire. Il faut prendre acte que c'est au Théâtre de la Cité que cela va se passer, et pas seulement sur la culture, et se mettre tout de suite d'accord là-dessus. Il y a un enjeu de fin du monde, comme l'a dit l'intervenant précédent, qui préoccupe tout le monde. Il faudrait que ce soit une thématique forte de ce débat, thématique qui n'est pas au menu de ce que propose M. MACRON. Il faut en profiter pour positionner le propre ordre du jour des citoyens. Il propose aussi, puisqu'il y a des images de ce débat, que le compte-rendu audiovisuel soit mis en ligne et qu'il circule dans les réseaux, afin que les Gilets jaunes qui ne sont pas là sachent qu'il va se passer quelque chose au Théâtre de la Cité et que ce lieu soit identifié comme collaborant aux réflexions sur la société d'aujourd'hui.

Préconisations et propositions :

Co-organisation de débats sur toutes les thématiques et leur mise en ligne afin de les partager.

Un intervenant propose de mettre en avant qu'il n'y a pas qu'une seule culture. Quand on parle de Culture, avec un grand C, on parle de culture légitime (la sociologie des pratiques culturelles est un domaine assez construit), généralement promue par les institutions publiques et étatiques. Il s'agirait de mixer un peu plus la culture légitime avec des formes d'art un peu plus modernes que celles des Beaux-Arts, par exemple la création sur internet, les jeux vidéo, la bande dessinée... Par ailleurs, la gratuité pour la culture ne suffit pas ; les musées sont gratuits pour les mineurs ; or, il n'y a pas foule de mineurs dans les musées. Cela marche aussi pour les chômeurs qui ont des tarifs préférentiels, mais si on leur renvoie en permanence qu'ils sont des parasites qui vivent sur le dos des autres et des glandeurs, forcément ils ne se sentiront pas légitimes pour aller dans ces lieux où ils bénéficient de tarifs préférentiels en raison de leur situation. Il faut donc arrêter la « criminalisation » des chômeurs, voire des jeunes qui rament.

Préconisations et propositions :

Élargir la culture, sans les clivages actuels.

Un intervenant a deux propositions : il est ingénieur chez Airbus et ne sent pas ses collègues très concernés par le mouvement des Gilets jaunes et globalement par les mouvements sociaux. La majorité d'entre eux a probablement voté MACRON et ils voient le mouvement des Gilets jaunes comme une bande de casseurs, parce que c'est ce qui est beaucoup véhiculé par les médias. Sa première proposition serait que les théâtres et les milieux culturels, dès qu'ils sont face à des publics, s'emparent de cela pour dédramatiser le mouvement et inviter les spectateurs à aller dans la rue pour se faire un point de vue personnel, hors le prisme de la télévision. Avant chaque spectacle les théâtres pourraient dire qu'il n'y a pas que des casseurs dans la rue et qu'il faut aller voir le mouvement de près pour voir ce qui s'y passe vraiment.

Préconisations et propositions :

Messages directs sur les mouvements sociaux dans les théâtres.

La deuxième proposition concerne la loi anticasseurs que veut faire voter Christophe CASTANER, et notamment l'interdiction d'être masqué ». Il se dit choqué, car les personnes qui viennent manifester avec des masques ne le font pas pour se cacher le visage, mais pour se protéger des bombes lacrymogènes. Comme il est plutôt partisan de ridiculiser le pouvoir que de recourir à la violence, il propose de venir déguisé plutôt que masqué.

Un intervenant, qui s'est déjà exprimé, propose que soit abrogée la loi qui oblige les bars à avoir une licence payante et une formation pour pouvoir accueillir des événements culturels plus de trois fois par an.

Préconisations et propositions :

S'il y a besoin d'une formation pour une licence dans un bar, que celle-ci soit subventionnée afin d'être accessible à chacun.

Son deuxième sujet est que la télévision n'a pas été évoquée comme acteur de la culture, alors qu'elle est un outil culturel à la portée de chacun. Il propose d'organiser un débat, directement adressé au CSA, réclamant une pluralité de la culture et des idéologies sur un sujet donné, comme cela se pratique dans les débats politiques. Il s'agit de faire un programme culturel imposé à la télévision publique.

Préconisations et propositions :

Pluralité des opinions à la télévision dans les programmes culturels.

Un intervenant propose, comme c'est une petite tradition à Toulouse, de faire de la musique gratuite en marge des spectacles. Il a entendu parler d'une pièce de Didier Eribon, *Retour à Reims*, et propose de la faire venir, car le théâtre populaire est aussi complexe que les autres théâtres et, comme le disait Jean VILAR, ce n'est pas par la médiocrité qu'on atteint le peuple, mais par l'excellence. Il a envie de voir des pièces d'excellence à un budget raisonnable, devant un grand public et dans une ambiance du genre « Les enfants du paradis ». Cela le réconcilierait avec la culture. Cela pourrait

se faire aux Arènes romaines de Toulouse, sans qu'il y ait plus de vigiles que d'acteurs.

À propos de la distinction entre culture intellos et culture prolos, un intervenant veut préciser les choses par une anecdote. En tant que comédien, il est allé jouer un jour dans un lieu institutionnel ; il déchargeait son camion lorsque les techniciens du lieu lui ont demandé à quelle heure arrivaient les comédiens. Les comédiens dans les lieux institutionnels ne touchent pas au matériel et ne font que jouer. Les autres sont très loin des problématiques sur les salaires évoquées par des responsables de lieux institutionnels. Cette différence est observable, elle existe. Si les institutionnels se préoccupent de culture pour tous, il faut se battre pour les droits au chômage et pour arrêter de stigmatiser cette population des intermittents, accusée de plomber les comptes de l'assurance-chômage. C'est inadmissible et c'est faux, mais personne ne se dresse contre cela. Sa proposition est que si les institutionnels veulent faire quelque chose, ils doivent porter la défense des droits à l'assurance-chômage et faire annuler ce décret de la honte du 30 décembre qui vise à nommer des contrôleurs à Pôle Emploi pour contrôler les chômeurs en recherche d'emploi. En 2015 à Toulouse, des intermittents gagnant 1000 € par mois se sont vus réclamer le remboursement de 10 000 à 30 000 € à Pôle Emploi simplement parce qu'ils avaient mal écrit les choses.

Préconisations et propositions :

Porter la défense de l'assurance-chômage.

25

Une intervenante souhaite ajouter l'idée de pouvoir soumettre à réflexion la gouvernance des institutions culturelles. Elle-même porte des projets de gouvernance partagée au sein des Conseils d'administration des lieux dont elle a eu la charge, en essayant de les ouvrir aux artistes, par exemple sous forme coopérative. C'est un sujet majeur pour ouvrir les programmations.

Préconisations et propositions :

Ouvrir la gouvernance des institutions à tous les acteurs qui y contribuent.

Une intervenante souhaite faire une proposition concrète : le 21 février à partir de 19h30 est organisé avec Act Up, Sud Pôle Emploi, CGT Chômeurs, un collectif Gilets jaunes Chômeurs et Précaires un débat et une mobilisation sur ce qui se passe autour de l'UNEDIC. Les organisateurs cherchent un endroit et elle suggère que ce soit ici, au Théâtre de la Cité. Par ailleurs, elle demande ce qui est prévu par rapport aux propositions formulées lors de ce débat.

Valérie RAVINET rappelle avoir indiqué à l'ouverture du débat que les propositions seront remises au directeur de la DRAC, Laurent ROTURIER.

Galin STOEV dit quelques mots pour conclure : il se félicite de ce débat, mais met en garde contre quelque chose qui se manifeste souvent sur les réseaux sociaux, à savoir que c'est celui qui gueule le plus qui semble avoir raison, ce qui n'est pas toujours vrai. Il cite pour conclure Nelson MANDELA qui disait en sortant de prison après des années et des années de détention : le vrai dialogue commence au moment où j'arrive à m'apercevoir moi-même dans la peau de mon adversaire. Galin STOEV croit lui aussi à cela. Il va commencer à réfléchir à mettre en place des rencontres ou des cadres de débat et voir comment il est possible d'évoluer dans ce dialogue, sans se distribuer des rôles et se faire conditionner par des aprioris l'un envers l'autre. Il remercie l'assistance.
